

# La dépendance aux métaux stratégiques quelles solutions pour l'économie ?

---

## Déclaration du groupe CFE-CGC

Faut-il s'inquiéter de la dépendance aux métaux et terres rares, indispensables, voire stratégiques aux secteurs et filières comme l'énergie, l'automobile, l'aéronautique, la défense, les semi-conducteurs... de notre industrie et des emplois qui s'y rattachent ?

Pour la CFE-CGC, la réponse est sans conteste : oui !

Une demande sans cesse croissante, la concentration géographique des ressources et réserves, les incertitudes géopolitiques, les contraintes sur les approvisionnements, la fluctuation des prix continueront de peser dangereusement sur l'avenir économique de notre pays durant les prochaines années.

La prise de conscience des industriels et de ceux qui nous gouvernent doit être totale.

C'est pourquoi, nous saluons cet avis d'initiative et partageons l'essentiel de ses recommandations. Le groupe de la CFE-CGC l'a voté sans réserve.

La France se doit, en tout premier lieu, de piloter une stratégie globale en matière de métaux stratégiques, dans le prolongement du contrat de filière engagé par le comité stratégique (CSF) « Mines et Métallurgie » et le conseil général de l'économie (CGE), cohérente avec l'ensemble de ses politiques nationales, comme cela semble être le cas pour le numérique par exemple.

Ce contrat de filière, signé par la CFE-CGC, articulé autour de sept projets structurants est de nature à porter la compétitivité de notre industrie soumise à très forte concurrence internationale.

Soutenir sa filière extractive et de première transformation est donc une nécessité. Mais également, à l'instar de l'Allemagne, la France doit couvrir ses entreprises contre les risques économiques ou politiques des investissements miniers.

Aller au bout de la réforme du code minier est dans ce cadre essentiel. Ce dernier devra s'accorder avec les engagements et exigences en matière de normes environnementales. De même, l'implication de l'ensemble des parties prenantes, notamment dans nos territoires ultra-marins, est un impératif.

Même si la dimension européenne semble pertinente, le recyclage dispose en France d'atouts prometteurs. La structuration et le soutien aux investissements lourds en faveur de ce secteur sont à développer. Il est en outre porteur d'emplois très qualifiés, mais nous devons en changer l'image.

Enfin dans la continuité des différents avis portés par le CESE - Transition vers une industrie économe en matières premières (janvier 2014) ; Innovation technologique et performance industrielle globale (ex impression 3D, mars 2015) ; Quelle politique pour les pôles de compétitivité ? - ou, plus récemment, Industrie moteur de croissance et d'avenir (Mars 2018), TPE-PME, comment réussir le passage à la neutralité carbone ? (septembre 2018), la CFE-CGC promeut le triptyque : écoconception - économie circulaire - ré-emploi-réparation comme véritable levier à une industrie « nouvelle génération », gage de nouveaux emplois.